

## Les mystères de Maastricht

Michel Husson, projet de tribune pour *Libération* (non publiée), juin 1996<sup>1</sup>

Les conditions d'une nouvelle récession en Europe, assortie d'une crise majeure d'orientation politique, sont en train de se mettre en place sous nos yeux. Le débat nécessaire a pourtant du mal à s'engager, face au dogme de la pensée unique. On se heurte d'abord au mystère de la monnaie unique qui peut s'énoncer comme un paradoxe. Le système monétaire européen n'a jamais été aussi chaotique, la concurrence par les taux de change aussi vive, et la dictature des marchés financiers aussi contraignante, que depuis le choix de la monnaie unique. A deux ans de l'échéance, on ne sait encore pas quelles monnaies feront partie de la monnaie « unique », ni comment seront réglées les relations avec celles qui resteront en dehors. Cette situation conduit à s'interroger sur le bien-fondé de la voie monétaire comme méthode de construction européenne. Rien, ni en théorie ni en pratique, ne permet d'étayer le postulat selon lequel la contrainte monétaire permettrait de forcer la convergence réelle des pays européens. L'obstination à s'en tenir au calendrier initial, et à l'interprétation la plus stricte des fameux critères, ne peut en fait être comprise que de deux façons. Soit il s'agit tout simplement d'une erreur consistant à mettre à tort la charrue de la monnaie avant les boeufs de l'activité, soit il s'agit d'un quiproquo portant sur la fonction même de l'unification monétaire. Tout s'éclaire d'un jour nouveau si l'on suppose que la monnaie unique ne vise pas l'objectif affiché - la constitution d'un espace productif européen - mais que les modalités de sa mise en place sont conçues pour renforcer, en les démultipliant, le rendement de politiques visant à une déréglementation généralisée.

Pourquoi la continuation, par les mêmes moyens, de politiques menées depuis près de quinze ans devrait-elle produire des résultats différents de ceux que l'on peut observer, à savoir la montée d'un chômage de masse ? C'est le mystère de l'ajustement. Les textes à vocation programmatique ne font pourtant que répéter, jusqu'à l'auto-parodie, les mêmes recommandations : dégressivité accrue des indemnités de chômage, progression des salaires inférieure à celle de la productivité, austérité budgétaire et enfin refus d'une « réduction obligatoire, généralisée et massive des horaires », pour reprendre les termes d'un récent document du Conseil ECOFIN, qui suggère « d'accroître encore la rentabilité du capital ».

On ne saurait assez souligner ce mot « encore », car il s'agit bien de continuer les mêmes politiques et non de faire quelque chose qui n'aurait pas été tenté auparavant. Bien sûr on n'en a jamais fini avec la flexibilité, et il reste encore à faire sauter les « salaires planchers » et autres « pièges » à chômage. Il faut donc continuer à s'ajuster, converger, assainir, se plier aux « critères », etc. Ce n'est pas drôle mais c'est nécessaire, et il ne reste plus que quelques mois à souffrir. Ensuite, avec la création de la monnaie unique, va se produire quelque chose d'indicible, une sorte de big bang et tout ce qui avait été jusque là déclaré impossible va brusquement aller de soi. C'est le mystère de la transmutation. Effectivement, si l'on est persuadé que la croissance est significativement bridée par des taux d'intérêt trop élevés, et que seule la monnaie unique peut permettre de les faire baisser, alors la conclusion en découle immédiatement : même si l'on est au fond contre la politique de désinflation compétitive, il faut boire la coupe jusqu'à la lie. Mais on peut tout aussi bien soutenir que la montée du chômage et celle des taux d'intérêt ne sont pas dans une relation de cause à effet, et que l'un et l'autre résultent d'une même tendance, à savoir la raréfaction d'occasions d'investissements rentables, qui ne disparaîtrait pas par magie avec l'avènement de la monnaie unique.

La thématique de la relance concertée obéit elle aussi à cette morphologie du conte. La rhétorique maastrichtienne consiste, assez logiquement, à soutenir que cette politique est rendue impossible par l'absence de monnaie unique, sans expliquer en quoi cette situation interdirait un minimum de réglage conjoncturel. En réalité, c'est l'extension de politiques restrictives à un ensemble de pays intégrés commercialement, qui a conduit à la plus forte récession de l'après-guerre. Il est un peu tard pour réaliser que les critères choisis pour l'installation de la monnaie unique sont logiquement contradictoires avec ce que cette dernière est censée rendre possible, à savoir une relance concertée.

Malgré toutes ces objections, Maastricht se donne comme la seule méthode concevable pour construire l'Europe. C'est le mystère de l'unification qui relève plutôt de la supercherie. Il n'existe en effet aucune continuité entre le traité de Rome et celui de Maastricht, et l'on est passé d'une logique d'harmonisation à celle de la déréglementation. Il y a donc plusieurs moyens de construire l'Europe, et ce n'est pas la même Europe que l'on construit avant et après l'Acte Unique. Cette assimilation abusive nourrit un discours d'intimidation, qui constitue un des principaux ressorts de la pensée unique : « puisque vous critiquez Maastricht, c'est donc que vous êtes contre l'Europe ». On est alors sommé de montrer patte blanche, pour bien se démarquer d'une droite (extrêmement) protectionniste. Le danger est suffisamment réel pour

---

<sup>1</sup> Ce texte résume une [contribution](#) à la journée d'études organisée par les signataires de l'Appel d'économistes contre la pensée unique, en Sorbonne, le 22 juin.

l'on se rabatte sur la solution apparemment raisonnable qui consiste à se résigner à Maastricht comme orientation centrale, et à tenter - mais seulement en aval de cet assentiment global - de l'amender pour y introduire un peu de social.

Mais peut-on à la fois désigner l'indemnisation trop généreuse des chômeurs comme un obstacle à la création d'emplois et mettre en avant le principe d'un revenu décent pour ceux que la machine économique prive de l'accès à l'emploi ? Peut-on à la fois récuser explicitement toute réduction généralisée du temps de travail et militer pour une loi-cadre organisant justement une telle réduction ? De telles illusions, qu'elles découlent d'une incompréhension de la nature même du projet maastrichtien ou d'un auto-aveuglement délibéré, contribuent de toute manière à la mise en place d'un piège redoutable. En effet, si l'Europe, c'est Maastricht, et si Maastricht, c'est le chômage, alors on en arrive logiquement à conclure que l'Europe, c'est le chômage. Il n'existe qu'un seul moyen d'éviter ce redoutable syllogisme, c'est d'affirmer dès maintenant que l'on ne peut à la fois avancer vers une véritable Europe sociale - celle de la réduction du temps de travail et de la priorité à l'utilité sociale - et soutenir Maastricht, qui nous en éloigne. En n'assumant pas cette critique de fond, sous prétexte de ne pas alimenter les discours nationalistes, on joue les gribouilles et on court le risque de voir l'échec probable de Maastricht entraîner dans sa chute l'idée même de construction européenne.